



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Crise-et-debats-dans-la-gauche-radical-en-Italie>

Crise et débats dans la gauche radicale en Italie

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 27 août 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'organisation anticapitaliste italienne « Sinistra Critica » (Gauche critique, section italienne de la IV^e Internationale) a décidé de se dissoudre pour donner naissance à deux nouvelles organisations (« Sinistra Anticapitalista » et « Solidarieta Internazionale »). Lors du dernier congrès de Sinistra Critica, deux projets distincts avaient en effet obtenus 50% des votes chacun, divisant ainsi l'organisation entre deux orientations difficilement conciliables. Les clivages et les discussions qui ont divisé cette organisation de la gauche radicale italienne ne manquent pas d'intérêt pour l'ensemble de la gauche révolutionnaire en Europe et ailleurs, car ils posent une série de questions fondamentales aujourd'hui pour son devenir. Nous publions ci-dessous un article de Piero Maestri, membre de Solidarieta Internazionale, sur la situation de la gauche radicale italienne et la dissolution de Sinistra Critica. Nous aborderons plus complètement dans un dossier à venir les différents points de vue qui se sont exprimés dans le débat au sein de cette dernière. (tiré du site Avanti4.be)

Note méthodologique préalable : Nous entendons par « gauche radicale » les sujets politiques qui se trouvent à l'extérieur du périmètre du « centre-gauche » et de l'alliance avec la Partito Democratico (PD, héritier du vieux Parti Communiste italien) et qui se considèrent de la gauche anticapitaliste.

Crises et mutations

L'état dans lequel se trouve actuellement la gauche radicale italienne est probablement le pire qu'elle ait connu depuis les années 80 : faible, extrêmement fragmentée, avec peu d'impact dans les luttes politiques et sociales, exclue de la représentation parlementaire et avec une crise des adhésions militantes. Les raisons de cette situation varient et sont évidemment différentes selon les groupes observés.

Parmi ces éléments, ce n'est pas sa faiblesse électorale qui est cause de la crise que connaît la gauche radicale et anticapitaliste italienne : ce n'est au contraire que la conséquence, le dernier acte d'une crise qui a d'autres racines, plus profondes. Il y a des raisons de type « stratégiques », mais aussi des raisons qui tiennent à l'analyse de la réalité dans laquelle on cherche à affirmer une identité propre.

La question que tous les groupes ou secteurs de la gauche radicale devraient se poser (et qui ne le font pas toujours) est celle de leur efficacité politique et sociale et la nécessité de construire une gauche anticapitaliste adaptée aux temps nouveaux, à la nouvelle composition de la classe, à des formes de politisation et de radicalisation qui ne suivent plus les voies d'une autre époque. C'est une question qui ne concerne pas que la gauche italienne, mais bien toute la gauche européenne (et particulièrement méditerranéenne, au vu des importantes expériences de révolte et de révolutions dans les régions arabes).

En Italie, plusieurs études sociales ont mises en évidence à quel point l'image d'un pays « pacifié » dans lequel il n'y aurait actuellement plus de luttes sociales est profondément erronée. Le pays est au contraire secoué par des centaines de protestations, surtout sur le terrain de la défense territoriale et environnementale, tandis que le nombre d'heures de grèves a augmenté au cours de la dernière année - même s'il s'agit toujours de luttes « défensives » ; de travailleuses et de travailleurs qui cherchent à défendre leur propre poste de travail face à la fermeture de leur entreprise (et, en général, ces luttes n'atteignent pas des résultats positifs, mis à part des « plans sociaux » et des rétributions sociales limitées dans le temps).

Les groupes de la gauche radicale ne jouent pourtant - et c'est là leur problème principal - aucun rôle déterminant

dans ces luttes, et même là où ils sont présents (comme dans le Val Susa contre la TAV - train à grande vitesse, NdT) ils ne sont pas capables de donner à ces mobilisations une dimension nationale et un cadre de référence unitaire avec des autres expériences politico-sociales. Même les expériences de syndicalisme indépendant et oppositionnel n'ont pas percé et se retrouvent souvent à botter en touche en contestant (à juste titre) les choix des grands syndicats confédéraux qui ne présentent aucune alternative valable pour les travailleuses et les travailleurs. Mais, surtout, ils n'ont pas la capacité de recomposer sur le plan organisationnel les différentes représentations sociales d'un monde du travail toujours plus fragmenté et traversé par de nouvelles formes de surexploitation - il suffit de penser aux situations pratiquement esclavagistes qui touchent les travailleurs immigrés dans le secteur agricole.

Cette difficulté est aussi une conséquence des limites analytiques de la gauche sur les nouvelles compositions de classes et sur les possibilités de reconstruire une nouvelle conscience de classe et une nouvelle subjectivité - qui ne pourra pas être une simple réédition de la vieille « centralité ouvrière » car elle doit tenir compte des figures nouvelles (travailleurs et travailleuses, précaires, immigré(e)s, travailleurs-euses intérimaires - et en particulier la composante féminine d'un marché du travail qui a maintenu l'exploitation de genre) et des nouveaux paradigmes (en particulier la nécessité de critiquer le modèle productif d'un point de vue écosocialiste, ainsi que la lutte contre le précarat et contre les anciennes et nouvelles discriminations).

Deux projets

Le débat qui a lieu au dernier congrès de Sinistra Critica et par la suite est fondamentalement lié à cette question : quelle chemin prendre pour reconstruire une gauche anticapitaliste en Italie ? Les réponses ont été divergentes - et reflètent une discussion que ne vivait pas uniquement à l'intérieur de l'organisation.

D'un côté, il y a ceux qui estimaient (et estiment) que la réponse consiste à approfondir les caractères « identitaires » d'une organisation « révolutionnaire » et son auto-construction, tout en essayant en même temps de réunir des secteurs éparpillés de la gauche radicale (autant de type politique que de type syndical) afin de donner rapidement vie à un nouveau sujet politique et organisationnel - ou, du moins, à des alliances politiques plus stables.

De l'autre côté, il y a ceux qui pensent qu'il n'est plus suffisant aujourd'hui de continuer à proposer une tradition critique - qui a certainement joué un rôle politique important - et de réunifier le « troupeau éparpillé » de la gauche radicale -, mais qu'il est nécessaire d'entrer dans une période relativement longue d'expérimentations et d'élaborations d'une nouvelle subjectivité, de construction d'espaces ouverts où les différents sujets de la classe pourront s'auto-organiser et se rencontrer pour tester et donner vie à de nouvelles formes de politisations et de radicalisations.

Ce n'est donc pas le refus de l'organisation, mais bien le dépassement de la logique de répétition d'instruments organisationnels inefficaces et peu capables de s'adresser aux secteurs jeunes qui arrivent sur la scène politique et dans un marché du travail qui ne leur donne aucune perspective. Avec comme but de donner vie à un projet politique ouvert, capable d'être à l'intérieur du (ou de susciter le) conflit social en construisant par le bas de nouvelles formes de participation et d'auto-organisation.

En ce sens, la discussion entre les deux ailes de Sinistra Critica - qui ont finalement décidé de déclarer le dépassement de l'organisation pour donner naissance à deux projets différents - ne s'adresse pas seulement à ses militant(e)s, mais concerne l'ensemble de la gauche radicale et anticapitaliste, et pas seulement en Italie.

Traduction française et intertitres pour Avanti4.be : Sylvia Nerina